



## Sciences

Recherche. Première rencontre, vendredi, avec la ministre, pour obtenir des moyens.

### Les scientifiques reçus mais mal entendus

Par Sylvestre HUET  
samedi 17 janvier 2004

**R**éçue vendredi durant deux heures par la ministre déléguée à la Recherche Claudie Haigneré, la délégation du collectif Sauver la recherche est ressortie sans réponse concrète à ses demandes. Son porte-parole, le biologiste Alain Trautmann, s'est toutefois réjoui d'avoir exposé directement à la ministre la détermination et le message de plus de 14 000 scientifiques signataires de l'appel, qui affirment : *«Nous sommes en face d'une menace d'extrême fragilisation de la recherche française.»*

Parmi les signataires, des centaines de scientifiques occupant des postes à responsabilités directeurs d'équipes, de laboratoires, de centres techniques, de génopoles... préviennent qu'ils rendront leur tablier s'ils ne sont pas entendus. *«C'est-à-dire, précisait Alain Trautmann, si, d'ici à la fin février, nous n'obtenons pas un collectif budgétaire permettant le rétablissement des 550 postes supprimés dans la recherche publique en 2004 et la création de postes d'enseignants-chercheurs. Le gouvernement n'en prévoit aucun.»* C'est le geste minimal que le gouvernement doit faire s'il veut apaiser ce soulèvement des labos dont l'ampleur n'a guère de précédent.

A plus long terme, la délégation a demandé que la loi d'orientation que le président Chirac a annoncée ne soit pas préparée *«dans le secret du cabinet ministériel»*, mais au terme d'une consultation nationale, impliquant les scientifiques. En outre, a souligné Alain Trautmann, *«l'objectif de ladite loi ne peut être que l'augmentation de l'effort de recherche public, si l'on veut que la France se dote d'une ambition scientifique»* à la hauteur de ses besoins et de la compétition internationale.

La fermeté exprimée par les scientifiques n'a, semble-t-il, guère ébranlé la ministre déléguée qui, vendredi au Sénat, réaffirmait : *«Le budget de l'Etat ne se désengage pas de la recherche, c'est une priorité.»* Quant au ministre de l'Economie, Francis Mer, il *«ne [comprend] pas l'émotion»* des chercheurs, dont les organismes seraient, selon lui, *«traités de manière correcte»*. Si le temps du mépris semble passé, comme en témoigne cette première discussion, reste une *«difficulté de communication»*, ironisait Alain Trautmann, illustrée par cette dénégation, contre toute évidence, des problèmes d'emplois des jeunes chercheurs et de crédits des labos.

© Libération